

Sénégal

Analyse sur la Pauvreté, les Inégalités et le Genre

Note d'orientation

Juillet 2012

**PREM 4
Région Afrique**



Document de la Banque mondiale

This document has a restricted distribution and may be used by recipients only in the performance of their official duties. Its contents may not otherwise be disclosed without World Bank authorization.

Introduction

Le Sénégal a souvent été considéré comme un modèle de réussite en termes de stabilité sociale et de développement démocratique en Afrique. La plupart des indicateurs de développement du Sénégal ont montré des progrès, bien que la croissance économique soit encore modeste. Depuis la dévaluation du Franc CFA en 1994 et ce jusqu'en 2001, la croissance moyenne du PIB du Sénégal tournait autour de 5% par an, bien au-dessus de la moyenne de 3,2% en Afrique sub-saharienne. En conséquence, les taux de pauvreté ont diminué de manière significative pendant cette période: de 68% à 55% (bien que les deux estimations ne soient pas tout à fait comparables). Durant la période allant de 2002 à 2005, la croissance annuelle du PIB a atteint 4,7%; ce qui a permis aux taux de pauvreté de diminuer davantage jusqu'à environ 48%. Cependant, depuis lors, la croissance globale a été beaucoup plus faible, soit environ 3,3% par an entre 2006 et 2011. Avec un taux de croissance démographique d'environ 2,5%, la croissance du PIB par habitant a été inférieure à 1% par an au cours des cinq dernières années, bien en dessous de la moyenne en Afrique sub-saharienne.

Les chocs climatiques tels que la sécheresse en 2006 et 2011 et l'explosion des prix en 2008 et 2011 sont susceptibles d'avoir eu un impact négatif sur la population, en particulier les pauvres. De nombreux ménages sénégalais qui ont des membres de leurs familles vivant à l'étranger (environ 7 sur 10) ont été affectés par la réduction des envois de fonds en raison de la crise (Fall et al, 2010). La recherche qualitative menée en 2010 confirme que l'impact de la crise sur la population sénégalaise a été important, d'où le ralentissement des activités économiques et la diminution des possibilités d'emploi constatés par les participants à l'étude. La hausse du coût des denrées alimentaires de base a affecté bon nombre de ces participants (Fall et al, 2010). Certains déclarent avoir été obligés de sortir leurs enfants de l'école ou de réduire leurs dépenses de santé. Il ressort des premiers résultats de la dernière enquête sur les ménages que, entre 2006 et 2011, le taux de pauvreté a diminué de seulement 1,8 point de pourcentage et se situe alors à 46,7%. Cette différence n'est pas statistiquement significative compte tenu de la croissance rapide de la population estimée à 2,5% par an. Ce qui implique que le nombre de pauvres a en effet augmenté. Dans le même temps, les inégalités semblent avoir augmenté, le ratio de la consommation dans le quintile supérieur par rapport au quintile inférieur ayant passé de 8.9 à 10.5 entre 2006 et 2011.

Jusqu'à une date récente, des informations détaillées et «exactes» sur la manière dont le Sénégal a résisté à ces chocs n'ont pas été disponibles. Plus généralement, il est nécessaire de mieux comprendre comment l'évolution de l'économie et la politique publique ont affecté différents groupes, et la mesure dans laquelle la modeste croissance a été inclusive. Bien que les enquêtes EDS et MICS menées récemment ont montré des progrès concernant certains indicateurs sociaux (c'est-à-dire la mortalité infantile), les progrès sur les taux de scolarisation et l'accès aux filets de sécurité sociale demeurent encore ambigus. L'impact sur la pauvreté globale et les inégalités demeure inconnu. Ce rapport jettera un nouveau regard sur la pauvreté au Sénégal en utilisant les nouvelles données disponibles. Des évaluations précédentes de la pauvreté utilisant les données des enquêtes sur les ménages ont été menées il y a quatre et neuf ans s'appuyant sur l'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM) de 2001 et de l'Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal (ESPS1) de 2005. En 2011, l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) a mis en œuvre une enquête auprès des ménages (ESPS2) avec le soutien financier de la Banque mondiale, l'ACDI et le

PAM. Cela a permis une mise à jour détaillée de l'évolution de la pauvreté, du genre et des inégalités depuis 2005.

Le nouveau gouvernement au pouvoir au Sénégal au début du mois Avril 2012 fait face à de grandes attentes en termes de satisfaction des besoins de la population, en particulier les pauvres. Il est actuellement en train de réviser le Document de Politique Économique et Sociale (DPES) qui doit être finalisé en Octobre 2012. Les nouvelles informations disponibles sur la pauvreté et autres indicateurs sociaux pourraient alimenter de manière utile la formulation et le cadre de suivi de ce document. Le court délai pour l'élaboration de ce document nous oblige à avancer rapidement avec quelques analyses clés. Le gouvernement est confronté à un certain nombre de réformes qui seront essentielles pour la satisfaction de certaines de ses promesses électorales et pour répondre à ces attentes. Les réformes suivantes semblent les plus cruciales en termes de réduction de la pauvreté et des inégalités:

- (1) Réduire le coût des produits de première nécessité tout en maintenant la viabilité budgétaire. Cela comprend l'examen des politiques fiscales et de subventions ainsi que l'amélioration de la concurrence dans la production de biens de consommation de base.
- (2) Développer des mécanismes plus efficaces pour protéger les plus vulnérables contre les chocs, par exemple en utilisant des filets de sécurité sociale mieux ciblés.
- (3) Réduire les inégalités dans l'accès aux services sociaux comme l'éducation et la santé et assurer que les ressources sont allouées là où le besoin est le plus important et de manière plus transparente.
- (4) Améliorer la performance du marché du travail, surtout pour les jeunes, lutter contre les disparités entre les genres et renforcer les services de l'emploi et la formation professionnelle.
- (5) Améliorer la production et l'élimination des obstacles à la commercialisation de la production agricole, y compris la libéralisation de la commercialisation de l'arachide, et stimuler la production de riz.
- (6) Combattre la corruption et accroître la transparence
- (7) La réforme du système de suivi de la pauvreté

Cette Etude Economique et Sectorielle (EES) résumera les conclusions des études analytiques approfondies pour être mise à la disposition de chacun de ces domaines qui se pencheront sur ces questions de réforme de la politique en matière de pauvreté, d'inégalités et de genre. Les travaux sur les filets de sécurité sont déjà en cours avec l'équipe de la Protection Sociale et peuvent ou non être résumés dans le rapport final sur la pauvreté. L'objectif est de contribuer à une conception des réformes plus fondée sur des données factuelles et développer une capacité d'analyse des politiques à long terme.

Objectifs, Résultats et Risques

Objectif de développement et résultats à moyen terme escomptés

L'objectif de l'évaluation de la pauvreté est de contribuer à une meilleure prise de décision pour une réduction plus rapide du phénomène au Sénégal à travers les résultats à moyen terme suivants: (1) une prise de décision mieux éclairée du gouvernement et de la société civile, (2) une plus forte capacité d'analyse de l'Agence de la statistique, de l'Unité de suivi du DSRP, (Unité de coordination et de Suivi de la Politique Economique -UCSPE), des ministères des secteurs clés, des groupes de réflexion et des universités; (3) un renforcement du débat sur la pauvreté, les inégalités et les disparités de genres à l'aide de données de terrain plus fiables avec une meilleure implication des media.

Tâches et champs d'action

Cette étude d'évaluation détaillée de la pauvreté sera composée de trois éléments: (1) la production de notes d'analyses approfondies sur la pauvreté, (2) le renforcement des capacités de l'ANSD et d'autres instituts, et (3) la publication des résultats obtenus à travers plusieurs supports de communications (média, CD, papier, internet). Il est important de noter que la portée finale des travaux dépendra de l'identification de fonds supplémentaires à ceux fournis par la Banque Mondiale.

Policy notes

Les notes seront structurées autour de quelques-uns des chapitres clés de l'évaluation de la pauvreté 2008 et se composent des thématiques ci-dessous. Chaque note de politique sera fondée sur un ou plusieurs documents d'information qui seront commandités.

(1) **Pauvreté et inégalités.** Cette analyse présentera les principales tendances de la pauvreté et des inégalités au Sénégal inscrites dans le contexte macro-économique et agro-climatique. Elle décrit, de façon sommaire, la manière dont la pauvreté est mesurée ; identifie les pauvres et les raisons de leur pauvreté (c.-à-d. présenter un profil de la pauvreté), tout en accordant une attention particulière aux différences entre les genres. Une caractérisation détaillée sera fournie sur le quart des ménages au Sénégal qui sont dirigés par des femmes. La teneur des résultats de la tendance en matière de pauvreté sera testée à l'aide de diverses mesures, y compris la vérification des biais de saisonnalité et une analyse comparative des enquêtes afin de vérifier les tendances en matière de bien-être et d'inégalités. Une comparaison du Sénégal avec certains pays voisins sera présentée, en utilisant les chiffres de la pauvreté de 1.25 Dollar US par jour et en explorant d'éventuelles incohérences dans les estimations concernant le Sénégal que la Banque Mondiale a effectuées à travers le pays.

Des évaluations subjectives de l'évolution de la pauvreté seront utilisées pour interpréter les résultats en utilisant à la fois le questionnaire de l'enquête sur les ménages (section K) et en orientant le feedback sur les tendances de la pauvreté chez les hommes et les femmes en s'appuyant sur les groupes de discussion tenues en 2010. La note adoptera également une perspective dynamique de la pauvreté et identifiera les facteurs déterminants dans les changements de bien-être des ménages durant la période 2005-2011 en utilisant des «pseudo-panels». Cela permettra une évaluation des facteurs liés à l'entrée et la sortie des ménages de la pauvreté. Enfin, dans le but d'aller au-delà d'une analyse qui se fonde uniquement sur une mesure unidimensionnelle de la pauvreté basée sur la consommation, nous allons calculer un indicateur de la pauvreté multidimensionnelle et déterminer si cela va modifier nos conclusions.

- *Méthodologie et Données*

Les données seront tirées des trois enquêtes auprès des ménages mises en œuvre au cours des 10 dernières années: données ESAM 2 (2001) ESPS 1 (2005) et ESPS 2 (2011). Des sources de données comme l'AGVSAN et l'EDS-MICS seront mises en contribution. Pour compléter les données statistiques avec des expériences plus directes tirées des ménages sénégalais, il sera fait usage de l'étude qualitative sur l'impact des crises économiques financières sur les groupes vulnérables au Sénégal menée en 2010 (Fall et al, 2010). Si les ressources le permettent, elle sera renforcée par d'autres études qualitatives pour obtenir une mise à jour des perspectives des ménages sur les évolutions en matière de bien-être et d'inégalités depuis 2010. Nous allons appliquer les dernières réflexions sur la mesure des indicateurs multidimensionnels de pauvreté en identifiant les poids pour chacune des dimensions utilisant la relation entre la perception de l'évolution de la pauvreté par les ménages et la valeur de chacune des différentes dimensions de la pauvreté du ménage (Ravallion, 2012).

(2) **Développement humain et fourniture de services sociaux.** Cette note portera sur les tendances en matière d'accès aux services d'éducation et de santé. Elle fournira un profil des enfants non scolarisés et jettera un regard sur les inégalités en matière d'accès aux soins de santé selon le genre et les groupes sociaux. L'accès à des filets de sécurité ne sera pas inclus, étant donné qu'il a déjà été couvert par ailleurs. Nous allons adopter une approche « d'égalité des chances » (en utilisant la Méthode de l'Indice des Possibilités Humaines), appliquée récemment en Amérique latine et en Afrique. Pour que l'égalité des chances puisse prévaloir, tous les taux de couverture spécifique de groupes pour les enfants âgés de 16 ans maximum doivent être identiques. Nous présenterons les différences régionales au niveau de la qualité des services et les tendances au niveau des résultats pour les différents groupes socio-économiques. Enfin, nous allons appliquer l'analyse de l'incidence des avantages pour montrer les différents groupes socioéconomiques et démographiques qui profitent le plus des dépenses publiques sur la santé et l'éducation. En outre, les tendances des dépenses privées de santé et d'éducation et leurs poids dans le panier de la ménagère en général seront présentées par quintile. Dans la mesure du possible, des cartes montrant la répartition des dépenses publiques et privées sur la santé et l'éducation par bénéficiaire et par quintile de bien-être seront présentées parallèlement à des cartes qui feront ressortir les «lacunes» perceptibles dans les résultats, c'est-à-dire les endroits où les besoins pour ces services sociaux sont les plus élevés. Nous allons examiner les tendances dans les rendements de l'éducation et le rôle du niveau d'instruction des femmes par rapport à celui des hommes en termes de bien-être des ménages. Nous allons expliquer la récente baisse rapide de la mortalité infantile au Sénégal, en utilisant les travaux en cours de la Banque Mondiale qui exploitent les données des enquêtes EDS de 2005 et 2009. Nous comptons identifier les leçons politiques pour assurer la pérennité de ces améliorations et les étendre à d'autres domaines de soins de santé. La note se termine par une série de recommandations pour remédier aux principales lacunes dans la prestation de services et veiller à l'égalité des chances pour tous au Sénégal. D'éventuelles études de suivi seront identifiées.

- *Méthodologie et Données*

Le travail d'analyse utilisera les données collectées par l'ANSD dans le cadre de ses enquêtes de 2001, 2005 et 2011 sur la pauvreté, ainsi que diverses enquêtes démographiques et de santé: EDS 4 (2005), DHS 5 (2008-09) et DHS / MICS6 (2010-11). Il sera également utilisé l'Enquête sur la Qualité de la

Prestation de Services commanditée par la Banque Mondiale et conduite par le CRES en 2011. La partie concernant les inégalités s'appuiera sur le travail sur l'Indice des Possibilités Humaines mis au point par la Banque Mondiale.

(3) **Marchés du travail et Mobilité.** Le manque d'emploi rémunéré est souvent cité comme la première raison pour laquelle les ménages restent pauvres. Ici, nous allons analyser la relation entre la pauvreté et différents types d'emplois en ayant un regard sur les liens entre la pauvreté, l'état du marché du travail et le secteur de l'emploi et comment ils ont évolué au fil du temps. Nous allons également examiner la performance du marché du travail (taux de participation, rapport entre les employés et la population en âge de travailler). Les différences au fil du temps entre hommes et femmes en termes de types d'emploi, d'utilisation du temps et d'heures de travail, la rémunération, les transferts et le travail non rémunéré seront étudiées, ainsi que la relation entre l'éducation, le bien-être et le genre en termes de rémunération. Nous allons essayer de présenter les principaux moteurs de la pauvreté et l'évolution des inégalités à l'aide de la micro-décomposition, en considérant les revenus du travail (entraînés par l'évolution des actifs et les rendements de ces actifs) par rapport aux revenus non salariaux (les envois de fonds, les transferts et autres) et la démographie (le taux de dépendance et les parts de l'emploi). Nous allons discuter de quelques-uns des instruments dont le gouvernement dispose pour améliorer les performances du marché du travail, et utiliser les résultats de l'analyse continue de l'enquête ESPS2 pour examiner l'impact du programme de formation national d'EFTP pour évaluer un tel instrument. Nous allons examiner en profondeur le fonctionnement du marché du travail en Casamance, l'une des régions les plus pauvres du Sénégal.

- *Méthodologie et Données*

Le travail d'analyse utilisera les enquêtes de l'ANSD sur la pauvreté de 2001, 2005 et 2011. Il sera exploité les données sur le revenu de l'enquête de 2011, en plus des données sur les dépenses. Nous allons appliquer les techniques de micro-décomposition basées sur (Paes de Barros et al, 2006). Cela implique une dissociation des revenus du travail (entraînée par l'évolution des actifs et les rendements de ces actifs), des revenus non salariaux (les envois de fonds, les transferts et autres) et la démographie (taux de dépendance et parts de l'emploi) pour tenir compte des principaux facteurs ayant contribué à l'évolution de la pauvreté entre 2001 et 2010. En outre, nous examinerons de plus près les revenus du travail en utilisant (Bourguignon, Ferreira et Lustig, 2003) et décomposerons la réduction de la pauvreté en raison de changements dans les (i) choix d'une profession (sans emploi, travailleur journalier, travailleurs indépendants, salariés), la répartition par secteur (agriculture, industrie, services), la composition géographique (urbaine / rurale, régionale), les revenus agricoles et non agricoles et les changements dus à la dotation (capital humain et physique) et les rendements de ces dotations. Les données d'une étude actuelle sur l'emploi dans la région de Casamance seront également utilisées.

(4) **Commercialisation agricole avec un accent sur le sous-secteur de l'arachide (et du riz?).**

Au Sénégal, l'on retrouve la majorité des pauvres dans les zones rurales et la terre constitue l'un des actifs les plus importants dont ils disposent. D'où l'importance de sa distribution et de sa productivité dans la réduction de la pauvreté. Nous allons évaluer la part de production agricole vendue et identifier les facteurs liés aux fluctuations, y compris la dimension genre dans l'exploitation des parcelles. Nous allons regarder de plus près le sous-secteur de l'arachide qui, au Sénégal, constitue

une importante culture de rente dont le potentiel n'est, cependant, pas encore pleinement exploité à cause des problèmes de gestion. Notre objectif est de déterminer l'impact des récentes mesures de libéralisation du marché qui ont mis un terme au monopole de commercialisation d'un secteur parapublic. Il n'est pas exclu que nous étudions également le riz ; une autre culture de rente qui pourrait être un élément important dans la réduction de la pauvreté, pourvu qu'il existe un environnement d'appui adéquat. Cela dépendra des observations qui ressortiront des enquêtes qui prendront en compte la production de riz.

- *Méthodologie et données*

Le document se servira des données des enquêtes d'ESAM 2 et ESPS 2 menées sur la pauvreté. Lesdites enquêtes ont permis de jeter un regard sur la commercialisation agricole et d'identifier les tendances dans la production et la part de cultures vendues, avec une attention particulière accordée à l'arachide et au riz. Le document s'appesantira sur les tendances dans l'utilisation des intrants, les rendements, les prix à la ferme et les rendements nets comparés à la terre et au travail que requièrent ces cultures. Il y sera également question d'utiliser des techniques de régression pour identifier les facteurs clés qui expliquent les fluctuations.

(5) fiscalité et concurrence de marché des produits alimentaires de base.

Dans cette note, il sera question d'examiner l'impact des politiques précédentes de fiscalité et de concurrence concernant les produits alimentaires de base tels que le sucre, la farine de blé et l'huile végétale. Ces produits constituent un aspect important de la ration alimentaire des pauvres, toutefois les taxes élevées à l'importation ont poussé leurs prix bien au-delà des standards internationaux. Seule une proportion infime de cette situation est due au régime du commerce régional en vigueur dans la zone de l'UEMOA. Il apparaît que d'autres réglementations sur l'importation et la concurrence limitée ont également contribué à l'augmentation des prix intérieurs. Le nouveau gouvernement s'est, certes, engagé à réduire certains prix par le biais de subventions, mais il s'est vite rendu compte que, sur le plan budgétaire, il ne dispose pas de marge de manœuvre pour les supporter. Nous allons examiner d'autres mesures visant à réduire les prix au profit des pauvres tout en tenant compte des implications fiscales.

- *Méthodologie et données*

Dans cette note, l'analyse débutera avec des simulations utilisant les données de l'ESPS2 et elle s'adossera sur une analyse provisoire précédemment menée (Wodon et al, 2008). Elle sera renforcée par un travail sur la structure industrielle et les politiques dans certains secteurs clés.

(6) Corruption et pauvreté

La corruption peut mener à la destruction et à l'affaiblissement de la croissance économique, et le plus souvent, ce sont les pauvres qui en pâtissent le plus. Les enquêtes menées à travers le pays semblent indiquer que la corruption est répandue au Sénégal (il est classé 105ème sur l'indice de perception de la corruption). Toutefois, le fonctionnement de la corruption demeure une nébuleuse. S'appuyant sur la section KD du questionnaire de l'ESPS2, cette note mettra l'accent sur la corruption au niveau des prestations de service et des paiements officieux que les ménages disent devoir consentir pour accéder à certains services. Nous allons identifier les agences et services qui sont impliqués et jauger, singulièrement, le "poids" de la corruption chez les pauvres et les non pauvres.

Nous allons identifier les facteurs liés à la prévalence de la corruption ainsi que le fardeau relatif qu'elle représente pour les ménages. En conclusion, nous nous étalerons sur quelques mesures efficaces prises dans d'autres pays de la région (Ghana?) et passerons en revue certaines mesures faisant actuellement l'objet de proposition.

- *Méthodologie et données*

Pour l'analyse, les données proviendront essentiellement de la section KD du questionnaire de l'enquête sur les ménages de l'ESPS 2. A ces données, viendront s'ajouter d'autres provenant de Transparency International et de l'évaluation effectuée par la Banque mondiale sur climat d'investissement.

Toutes les notes seront développées en parfaite collaboration avec des collègues du secteur bancaire, d'autres bailleurs ainsi que des homologues gouvernementaux et non gouvernementaux. Un comité d'examen technique sera mis en place pour s'assurer que l'accent est mis sur les véritables problématiques ; que l'on s'appuie sur les connaissances existantes ; que l'on évite les chevauchements et que l'on facilite l'adhésion de tous les acteurs. Si possible, un mécanisme de coordination existant, à l'instar de l'UCSPE, sera utilisé.

Genre

Le genre est une dimension importante de la pauvreté dans la majeure partie de l'Afrique, y compris le Sénégal. Il constituera un thème transversal dans toutes les notes et les résultats seront analysés selon le genre dans la mesure du possible et au besoin. A titre illustratif, les différences entre les genres sur lesquelles nous allons probablement mener des réflexions poussées sont : la pauvreté par chef de ménage dans le suivi des économies d'échelle en termes de consommation ; la perception de la pauvreté et les préoccupations majeures ; les résultats scolaires ; le profil des enfants non scolarisés ; la relation entre l'âge du mariage, les dépenses sur l'éducation et la santé ; la maladie et l'utilisation des soins médicaux ; la relation entre le niveau d'instruction et le genre du chef de ménage (ou des épouses si le chef est un homme) d'une part et celle entre la pauvreté, les études et le niveau d'attention consacrée aux enfants d'autre part ; l'utilisation du temps, le travail rémunéré et le travail non rémunéré ; le type de travail (formel/informel, la catégorie) et la rémunération ; la production agricole selon le genre de la personne responsable de la parcelle etc.

Le renforcement des capacités

Le renforcement des capacités constitue un objectif important de cette évaluation de la pauvreté. Il vise à renforcer à long terme la capacité nationale du Sénégal à mener une analyse de haute qualité des politiques sur la pauvreté. Il cherche également à promouvoir l'utilisation par les chercheurs des données de l'ESPS-II. Il sera composé des éléments suivants:

(a) former l'agence de la statistique (ANSD) dans (a) la reconversion des données brutes d'enquête en variables pouvant être utilisés pour l'analyse (tels que les agrégats de la consommation, les déflateurs, les lignes de pauvreté et d'autres variables majeurs pouvant être utiles aux utilisateurs externes), (b) l'élaboration du profil du seuil de pauvreté et (c) la préparation des données pour une large diffusion permettant leur analyse par des étrangers ainsi que la conception et la mise en œuvre d'une politique active de diffusion de données.

(b) Renforcer les capacités d'analyse des personnes impliquées dans le suivi des résultats et l'analyse des politiques en cours dans les ministères sectoriels et dans l'unité centrale de suivi (UCSPE). Il sera question d'impliquer des personnes disposant de compétences limitées sur le plan quantitatif, mais qui sont intéressées par l'utilisation des données de l'ESPS 1 et de l'ESPS 2 en vue de produire des tableaux qui illustrent une répartition spécifique des variables qui les intéressent. Pour ces personnes, il sera organisé une série de formations ADEPT de 1 à 2 jours au cours desquelles elles seront initiées au logiciel et seront prises en charge pour produire une série de tableaux standards qui seront suivis de tableaux relatifs à leur propre champ d'intérêt. Au cours de chaque formation, il sera couvert un (1) voire deux (2) des modules ADEPT suivants: la Pauvreté, les Inégalités, la Protection Sociale, le Travail, le Genre, la Santé et l'Éducation.

(C) Renforcer les capacités d'analyse des chercheurs sénégalais en matière de politiques publiques. Il sera mis à la disposition des analystes sénégalais de politiques un certain nombre de documents d'information provenant de certains des groupes de réflexion majeurs tels que: le CRES, le LARTES, l'ACI et l'IPAR. Dans les limites du possible, ces derniers seront supervisés par un consultant international ou un chercheur de la Banque mondiale dont l'expertise dans le domaine en question est avérée. Le consultant international mènera de courtes séances de formation, par vidéoconférence ou en face à face, et collaborera éventuellement avec les équipes de recherche afin de s'assurer de la haute qualité de l'analyse et de la rédaction.

(d) Un appel à projets ouvert aux étudiants en maîtrise d'économie, statistique ou démographique. Les étudiants seront invités à soumettre des propositions de recherche fondamentale portant, de préférence, sur l'un des thèmes choisis pour les notes d'orientation. Les propositions devront faire l'économie de la manière dont les données de l'ESPS seront utilisées pour apporter des réponses à leurs questions de recherche ainsi que les techniques d'analyse qu'ils comptent mettre en œuvre. Entre cinq et dix propositions seront sélectionnées et appuyées avec un financement au montant déterminé. Les données de l'ESPS 1 et l'ESPS 2 seront mises à disposition par l'ANSD ainsi que des informations sur le contexte des enquêtes et un dictionnaire des données. Les chercheurs bénéficieront d'une formation en Statistiques et Techniques d'analyse fondamentale, par exemple. Ils seront également supervisés par des professeurs. Les résultats des recherches seront présentés lors d'une conférence locale et, éventuellement, présentés dans un livre. Cette proposition dépend de l'obtention d'un financement supplémentaire.

(e) Une note technique sur l'amélioration du système de suivi de la pauvreté au Sénégal

Les enquêtes sur les ménages que le Sénégal a mises en œuvre au cours des dix dernières années ont fourni une mine d'informations sur la pauvreté et d'autres résultats sociaux ainsi que leurs déterminants. Pour autant, il n'a jamais été mis en place de système assurant, de façon constante, la collecte d'informations fiables, comparables et opportunes portant sur les tendances de la pauvreté et du bien-être. Il est nécessaire d'avoir un plan pluriannuel d'enquêtes, entièrement financé, qui se chargerait de la collecte de données substantielles sur la pauvreté et d'autres indicateurs sociaux par le biais d'enquêtes qui, à point nommé, mettraient à la disposition des décideurs et de la société civile des informations sur les progrès réalisés relativement aux objectifs de résultats nationaux. Le chevauchement dans la collecte des données doit être réduit et les enquêtes de mesure du niveau de vie, les enquêtes sur la main-d'œuvre et les EDS/MICS doivent être davantage prises en compte en améliorant l'ordonnancement et la standardisation des questions. Les enquêtes de mesure du niveau

de vie doivent être plus complètes et doivent recueillir davantage de données (réparties selon le genre) sur la production et le revenu.

Davantage de ressources doivent être mises à disposition pour le suivi de ces enquêtes, et la collecte de données doit être plus équitablement répartie sur l'année pour parer à tout biais de saisonnalité dans l'estimation des résultats. L'on doit tester la collecte de données de haute qualité sur les prix au niveau régional, en utilisant les appareils mobiles. Cette note sera développée en collaboration avec l'ANSD et fera des suggestions dans ce sens. Cette note s'appuiera sur les travaux financés par le Fonds des Statistiques pour les Résultats (FSR) portant sur le développement d'une nouvelle stratégie statistique QUE LA Banque Mondiale est en train d'expérimenter dans certains pays dont le Sénégal. Pour lesdits travaux, les principaux contributeurs comprendront une personnalité de DEC- Banque mondiale ou un consultant en sondage, Djibril Ndoye et Françoise Genouille.

Il sera important de collaborer avec d'autres bailleurs dans la conception de ces activités de renforcement de capacités afin d'éviter le chevauchement et de créer des synergies, autant que faire se peut.

Diffusion / stratégie de sensibilisation

Les travaux revêtiront un fort caractère de renforcement de capacités. L'analyse du seuil de pauvreté sera faite en collaboration avec l'agence nationale de la statistique (ANSD), tandis que le développement ultérieur des profils de pauvreté par secteur et une analyse plus approfondie seront effectués en étroite collaboration avec les principaux ministères sectoriels, les membres de la coordination de l'Unité de coordination et de Suivi de la Politique Economique (UCSPE) et les membres des groupes de réflexion.

En outre, il sera organisé une série de courts séminaires de discussion avec le gouvernement, la société civile, les bailleurs et la communauté universitaire afin de discuter du schéma en utilisant le forum du DSRP. Ensuite, il se tiendra une série de séminaires de discussions sur le suivi en relation avec les groupes de réflexion gouvernementaux, les universitaires et d'autres groupes pour lancer les notes et débattre des résultats. Les différents media seront également ciblés et invités à des séminaires pour assurer une large couverture aussi bien dans la presse, la radio que la télévision.

Différents produits seront mis à disposition pour assurer une communication sur les conclusions majeures. Utiliser la bande dessinée dans les journaux locaux constitue une option (c'est le cas au Togo dans le cadre des données sur le genre). L'on pourrait également prévoir une brève session sur une émission interactive de Télé assez populaire.

- *Rôles des clients et des partenaires*
- *Appropriation par le client*

L'accent mis sur le renforcement des capacités et la double nature du travail favoriseront la forte adhésion aux travaux effectués par l'agence nationale de la statistique (ANSD), les ministères et l'unité de suivi du CSLP (UCSPE).

Pertinence stratégique

Etant donné que le gouvernement a pour objectif de finaliser son nouveau DSRP (Document de Politique Economique et Sociale - DPES) en Octobre 2012, notre objectif sera de nous assurer que l'évaluation de la pauvreté s'inspirera de son processus de préparation. Dès lors, la diffusion précoce des résultats sera cruciale. Les notes sur la pauvreté, les inégalités et le genre permettront également de mettre à disposition une base solide pour le suivi des résultats de sa mise en œuvre. Egalement, les notes viendront à point nommé pour soutenir les nouveaux CAS du Sénégal grâce à une analyse de haute qualité de la pauvreté, des inégalités et du genre.

Ressources

Composition de l'équipe

Rob Swinkels (TTL), Phil English, Djibril Ndoye, Mamadou Ndione (tous AFTP4)

Pairs examinateurs

Andrew Dabalen (AFRPR), Amber Narayan (PRMPR), Luc Christiaensen (DECPI),

Références

Bourguignon, François, Francisco Ferreira et Nora Lustig. (2003). The microeconomic dynamics of income distribution in developing countries.

Dang, Hai Anh, Peter Lanjouw, Jill Luoto et David McKenzie (2011). Using repeated cross sections to explore movements in and out of poverty. World Bank Policy research working paper 5550.

Fall, Abdou Salam et al (2010). Impact de la Crise Financière Internationale sur les Groupes vulnérables au Sénégal. Laboratoire de recherche sur les transformations sociales et économiques (LARTES)

Paes de Barros et al (2006).

Ravallion, M. (2012): "Poor or Just Feeling Poor? On Using Subjective Data for Measuring Poverty," World Bank Policy Research Working Paper 5968

Wodon, Quentin et al (2008) Potential Impact of Higher Food Prices on Poverty: Summary Estimates for a Dozen West and Central African Countries. World Bank Policy Research Working Paper 5968